



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2023/n° 291 /6.1

Annule et remplace l'arrêté 2022/n°126/6.1

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT

LE MAIRE,

Vu le Code des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment l'article L 511-1

Vu l'article R. 610-5 du Code Pénal

Vu le Code de la Route notamment les articles R.417-10-I, R 417-10-II, R 417-10-10°, R 417-10-IV et R 417-10 V

Vu la circulaire n° 86-230 du ministère de l'Intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de police par le maire

Vu l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié et l'instruction interministériel sur la signalisation routière

Considérant la gêne occasionnée aux piétons et à la circulation des véhicules liée à l'arrêt et au stationnement des véhicules sur certaines voies de la commune

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêt et le stationnement de tous les véhicules est interdit et est considéré comme gênant sur les voies communales mentionnées à l'article 3

ARTICLE 2 : Les dispositions du présent arrêté sont exécutoires de plein droit dès sa publication en mairie et l'implantation de la signalisation routière par les services municipaux.

ARTICLE 3 : Emplacements :

La Grand rue Jean-Jaurès dans son ensemble

La rue Louis Blanc dans la portion comprise entre le boulevard intérieur Sud et la rue Emile Jamais

La rue de la République dans son ensemble

L'avenue Frédéric Mistral dans son ensemble sur la partie longeant les parkings 6 et 7 (deuxième et troisième parties)

L'avenue de la liberté dans son ensemble sur la partie longeant le boulodrome

La rue du Vidourle dans son ensemble, dans les deux sens de circulation

L'avenue du Pont de Provence, dans les deux sens de circulation, dans la partie comprise entre le carrefour formé par le CD 979 et l'avenue du Pont de Provence jusqu'au n° 253 de cette même avenue

L'impasse de la treille dans son ensemble.
Le chemin de la Rayette dans son ensemble
Le Boulevard Extérieur Sud dans son ensemble
Le Boulevard Extérieur Est dans son ensemble
Le chemin bas de Peccais dans son ensemble
L'allée des Bourguignons dans son ensemble, hormis les aires de livraisons.
Rue de la gare des pêcheurs dans la portion comprise entre le CD 979 et la tour des Bourguignons.

ARTICLE 4 : Par dérogation à l'article 3, les véhicules des personnes se rendant au cabinet de kinésithérapie peuvent se stationner devant le 16 rue de la république le temps de leur consultation. Indication de leur présence en soins est apposé sur le véhicule.

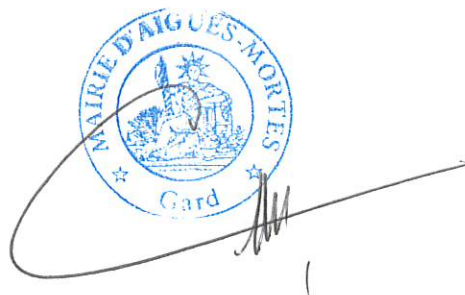
ARTICLE 5 : Les contraventions au présent arrêté sont constatées par procès- verbaux et poursuivies conformément aux textes et lois en vigueur par les agents de la police municipale, de la gendarmerie nationale et les agents municipaux commissionnés et assermentés à cet effet.
Le stationnement des véhicules étant considéré comme gênant, au vu de l'article R417-10-10° du code de la route, le chef de poste, ou l'agent occupant ces fonctions, pourra faire procéder à l'enlèvement en fourrière des véhicules en infraction, aux frais de leurs propriétaires.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.
Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.
Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues- Mortes, monsieur l'Elu en charge de la Sécurité, monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie d'Aigues-Mortes/ Grau du Roi, monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes, monsieur le Chef de Service de Police Municipale d'Aigues- Mortes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 24 mai 2023

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN



Hôtel de Ville - Place St Louis
30220 AIGUES MORTES
Tel. 04.66.73.90.90.
Fax : 04.66.53.86.09